



Rapport Annuel – BSO ASIE
Exercice du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020

BSO ASIE
FR0007000351

NATURE
TYPE
SOCIETE DE GESTION
DELEGATION DE GESTION

FIA
FCP
SAINT OLIVE GESTION
SAINT OLIVE ET CIE

VALEUR LIQUIDATIVE AU 31/12/2020	89,69€
NOMBRE DE PARTS EN CIRCULATION AU 31/12/2020	50 339

Informations clés pour l'investisseur

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de cet FIA. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

BSO ASIE

Code ISIN : FR0007000351
Fonds Commun de Placement
FIA soumis au droit français
Société de Gestion : SAINT OLIVE GESTION

OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Cet FIA a pour classification AMF : Actions internationales

L'objectif est de maximiser, sur cinq ans, la performance par le biais d'une gestion discrétionnaire active en sélectionnant des actions de sociétés asiatiques admises sur un marché réglementé. L'indicateur sert de référence à posteriori.

L'indicateur de référence est l'indice MSCI Asia Far East, dividendes nets réinvestis, en euro, non couvert. Il faut toutefois noter que la gestion du FIA n'étant pas indiciaire, la performance du FCP pourra le cas échéant s'écarter sensiblement de cet indicateur de référence.

La société de gestion met en œuvre une gestion discrétionnaire.

Le FIA sera investi en actions sur les marchés asiatiques réglementés (Corée, Chine, Hong Kong, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande). A long terme, les styles de gestion privilégiés sont les investissements en valeurs de rendement et en valeurs décotées (gestion «value»). Aucun secteur n'est structurellement privilégié mais certains choix ponctuels peuvent être réalisés selon les anticipations de la société de gestion. Pour la part investie en actions, le gérant sélectionne les sociétés dans lesquelles il investit selon la méthode « du choix de valeurs » (« stock picking ») ; il attache une importance particulière à la compréhension du métier, la qualité des dirigeants, la valorisation de la société. L'exposition au risque action sera comprise entre 0 % et 80 % de l'actif.

La part des OPCVM actions pourra atteindre 100% de l'actif du fonds, avec une exposition minimum de 20%.

A titre principal, le FIA sera investi, au minimum à 20 %, en OPCVM français ou européens coordonnés, spécialisés sur les marchés actions, asiatiques réglementés (Corée, Chine, Hong Kong, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande).

Dans le cadre de la gestion de ses liquidités, le FIA peut détenir à hauteur de 10 % de son actif des obligations et instruments monétaires d'émetteurs privés ou d'Etats, de la zone euro.

Le fonds est exposé à un risque de change qui peut représenter jusqu'à 100% de l'actif net.

Le fonds a opté pour la capitalisation des revenus.

Les ordres de souscription et de rachat de parts sont centralisés tous les jours à 12 heures 20 et sont exécutés sur la base de la prochaine valeur liquidative. Celle-ci est calculée, chaque jour, sur les cours de clôture du jour de réception de l'ordre. Les ordres sont pris en compte à cours inconnu.

Durée de placement recommandée : cinq ans minimum.

PROFIL DE RISQUE ET DE RENDEMENT

A risque plus faible,

A risque plus élevé

rendement potentiellement plus faible

rendement potentiellement plus élevé

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

La catégorie la plus faible (1) ne signifie pas "sans risque".

Les données historiques utilisées ne préjugent pas du profil de risque futur. La catégorie de risque associé au produit n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps.

Le FIA présente un niveau de risque élevé dû à son exposition au marché d'actions et/ou de taux.

Le FIA n'est pas garanti en capital.

Les risques importants pour Le FIA non pris en compte dans l'indicateur :

Risque lié à la gestion discrétionnaire

Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés (actions, obligations). Il existe un risque que le FIA ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

Risque de taux : oui, dans la limite de 10%.

Le risque de taux est le risque de dépréciation des instruments de taux découlant des variations des taux d'intérêt. Ainsi, en cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe baissera. En raison de sa stratégie d'investissement, le FIA est soumis à un risque de taux très faible et portera marginalement sur la fraction des actifs investis à taux fixe.

Risque de change : il existe un risque de baisse des devises d'investissement ou d'exposition par rapport à la devise de référence du portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

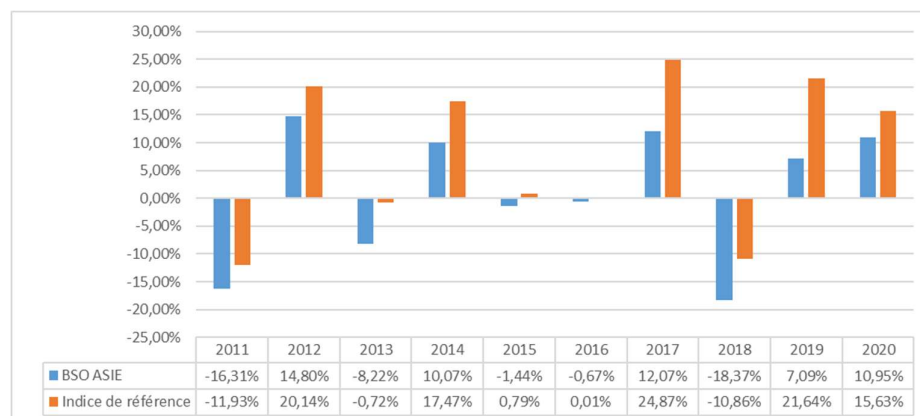
FRAIS

Les frais et commissions acquittés servent à couvrir les coûts d'exploitation du FIA, y compris les coûts de commercialisation et de distribution de parts. Ces frais réduisent la croissance potentielle des investissements.

Frais ponctuels prélevés avant ou après investissement		
Frais d'entrée	2.00%	Le pourcentage indiqué est le maximum pouvant être prélevé sur votre capital avant que celui-ci ne soit investi (frais d'entrée) ou ne vous soit remboursé (frais de sortie). Dans certains cas, les frais payés peuvent être inférieurs. L'investisseur peut obtenir de son conseil ou de son distributeur le montant effectif des frais d'entrée et de sortie.
Frais de sortie	1.50%	
Frais prélevés par le FIA sur une année		
Frais courants	2,24%	Le pourcentage de frais courants indiqué se fonde sur les frais de l'exercice précédent, clos le 31 décembre 2020. Ce chiffre peut varier d'un exercice à l'autre. Les frais courants ne comprennent pas les commissions de surperformance et les frais d'intermédiation, excepté dans le cas de frais d'entrée et/ou de sortie payés par l'OPC lorsqu'il achète ou vend des parts ou actions d'un autre véhicule de gestion collective.
Frais prélevés par le FIA dans certaines circonstances		
Commission de surperformance	Néant	

Pour plus d'information sur les frais, il est conseillé à l'investisseur de se reporter au prospectus de cet FIA, disponible auprès de SAINT OLIVE GESTION.

PERFORMANCES PASSÉES



Le FIA a été créé le 24/04/1996.

Les performances ne sont pas constantes dans le temps. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Tous les frais sont inclus dans le calcul de performance. Les performances indiquées ne prennent pas en compte les coûts et commissions supportés lors de l'émission et du rachat de parts.

La devise de calcul des performances passées est l'euro (EUR).

INFORMATIONS PRATIQUES

Nom du dépositaire du FIA : BANQUE SAINT OLIVE.

Le dernier prospectus, les rapports annuels et semi-annuels, la politique de rémunération, la valeur liquidative ainsi que toutes autres informations pratiques, sont disponibles gratuitement auprès de la société de gestion, sur simple demande écrite par mail lyon@bsosoc.com ou par courrier à l'adresse suivante : SAINT OLIVE GESTION, 84 rue Duguesclin 69006 Lyon.

Fiscalité :

Selon votre régime fiscal, les plus-values et revenus éventuels liés à la détention de titres du FIA peuvent être soumis à taxation. Nous vous conseillons de vous renseigner à ce sujet auprès de votre conseiller fiscal ou du commercialisateur.

Responsabilité :

La responsabilité de la société de gestion ne peut être engagée que sur la base de déclarations contenues dans le présent document qui seraient trompeuses, inexactes ou non cohérentes avec les parties correspondantes du prospectus du FIA.

Politique de rémunération :

La Politique de rémunération actualisée est disponible sur le site internet (www.banquesaintolive.com) de la société de gestion. Un exemplaire sur papier peut être mis à disposition gratuitement sur demande. La Politique de rémunération comprend notamment une description de la manière dont les rémunérations et les avantages sont calculés, l'identité des personnes responsables de l'attribution des rémunérations et avantages, et la composition du comité de rémunération.

**Cet FIA est agréé en France et réglementé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).
SAINT OLIVE GESTION est agréée en France et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).
Les informations clés pour l'investisseur ici fournies sont exactes et à jour au 22 février 2021.**

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET DE MARCHÉ

Alors que la croissance réaccélérait en Europe en ce début d'année, la pandémie de coronavirus venue de Chine a fait entrer l'économie mondiale et les marchés financiers dans une crise d'une violence inouïe. La confirmation de l'accord commercial sino-américain de phase 1 et du vote du Brexit, ainsi que la baisse des taux d'intérêt dès les premières semaines de 2020 avaient pourtant permis un démarrage de l'année en hausse.

Les mesures de confinement mises en place peu à peu dans toutes les régions du monde à partir de février ont entraîné d'importantes perturbations des chaînes logistiques, un arrêt de multiples usines et la mise en sommeil partielle de nombreux secteurs, notamment l'automobile, le transport aérien, l'hôtellerie et la consommation de biens non indispensables.

L'économie mondiale a ainsi traversé une de ses plus brutales récessions : la baisse du PIB a été de -7,5% pour la zone euro, 3,7% pour les Etats-Unis pour l'ensemble de l'année 2020, selon les estimations de l'OCDE, mais sur le 2^{ème} trimestre de 9% aux Etats-Unis, plus de 15% en zone euro, avant un rebond au 3^{ème} trimestre et une rechute au 4^{ème}. A noter que la Chine aura démontré une croissance positive de 2,3% en 2020, ayant réagi plus rapidement et plus radicalement comme toujours.

En Europe, la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni sont particulièrement touchés avec des baisses de 9 à 11%. La production automobile européenne a baissé de 25%, revenant au niveau de 1975, le transport aérien de 60%. Pour l'ensemble du monde, la récession est de 4,2%, à comparer à 1,5% en 2008 et après une hausse de 2,6% en 2019.

Les banques centrales et les Etats ont pris la mesure du problème et ont mis en place très rapidement un arsenal quasi-illimité de mesures : baisse des taux d'intérêt directeurs, achats d'obligations, expansion budgétaire, accord de crédits bancaires exceptionnels, assouplissement fiscal et social, etc...La Réserve Fédérale a par exemple abaissé ses taux directeurs en mars à deux reprises de 0,25 point de base tout en injectant environ 1 000 milliards de dollars de liquidités. La BCE a maintenu ses taux et annoncé au moins 1 350 milliards d'euros d'achats obligataires jusqu'à juin 2021. Au total, la hausse du bilan de la FED a été supérieure à 5 trillions de dollars sur l'année... Ceci a permis une détente notable des taux des emprunts d'Etat mais n'a pas empêché les marchés actions et obligations d'entreprises de traverser des mouvements de volatilité historiques (plus de 80% sur les indices actions durant certaines séances).

Les révisions à la baisse induites dès le 1^{er} trimestre sur les résultats de sociétés ont été particulièrement significatives pour les secteurs directement exposés au ralentissement (transports, loisirs, luxe, hôtellerie) ainsi que sur ceux sensibles de façon plus générale à la croissance économique (automobile, chimie, construction, matières premières, technologie dans certains cas). Les marchés actions ont réalisé en quelques semaines une correction aussi violente que celle effectuée en plusieurs mois au cours de krachs précédents (jusqu'à 40 à 50 % sur de nombreux indices) et, malgré un rebond significatif mi-mars, (près de 10% pour certains indices), ont terminé le premier trimestre en baisse très forte : -26,46% pour le CAC 40, -25,59% pour l'Eurostoxx 50 et -24,97% pour le S&P 500 en dollars notamment.

Après s'être stabilisés en avril, les marchés financiers ont entamé une remontée plus décisive à partir de la mi-mai, à la faveur du « déconfinement » notamment.

Le ralentissement de l'épidémie dans la plupart des pays occidentaux et les mesures de relance économiques et monétaires ont sans doute redonné aussi un peu d'optimisme, la plupart des intervenants estimant que le point bas sur la croissance avait été atteint courant avril. Le pétrole a été très chahuté, passant en dessous de zéro pour le contrat WTI en raison de l'excès de stocks, avant de se reprendre comme la plupart des matières premières.

Le rebond a favorisé les secteurs défensifs (santé, alimentation, distribution) en élargissant le champ aux utilities, aux télécoms et à la technologie. A fin juin, les grands indices américains, après avoir quasiment retrouvé les niveaux de début d'année la première semaine de juin, n'étaient plus en baisse que de l'ordre de 5% (S&P -4%, Dow Jones -9,55% en dollars) grâce à un marché de l'emploi assez dynamique (chômage revenu de 15% à 7,5%). Le Nasdaq quant à lui a réalisé de nouveaux plus hauts historiques en juin (+12.11% sur le semestre). Les marchés européens affichaient en moyenne des baisses de 12 à 17% (CAC 40 -17,43 %, Eurostoxx 50 -13,65%) du fait d'un confinement souvent plus strict impactant de façon plus importante l'activité économique et donc la rentabilité et la situation financière des entreprises. Les obligations d'entreprises ont également rattrapé plus de la moitié de la baisse subie, à la faveur de taux d'intérêt toujours très faibles sur les emprunts d'Etat.

Sur le plan économique le redémarrage a commencé, comme la pandémie, en Chine dès le 2^{ème} trimestre grâce à la maîtrise du virus. En Europe et aux Etats-Unis, il n'a démarré qu'avec le déconfinement à la fin du 2^{ème} trimestre et vraiment significativement au 3^{ème} trimestre.

RAPPORT ANNUEL 2020

Les plans de relance ont également été un facteur positif, bien que sur 2020 il s'agisse plus d'effets d'annonces et que les mises en œuvre effectives seront plus significatives en 2021.

Le début d'été est resté très favorable pour les marchés. Les statistiques économiques européennes ont continué à dénoter une forte reprise de l'activité selon le déconfinement progressif par secteurs et une baisse notable du chômage. L'événement majeur a été la ratification par les 27 Etats de l'Union Européenne de l'accord d'aide budgétaire pour la relance de 750 milliards d'euros, soit environ 4% du PIB de la zone. Après l'émission d'obligations effectuée précédemment, ceci constitue une nouvelle étape vers un fédéralisme bienvenu. Les marchés actions et obligations d'entreprises, qui étaient montés jusque-là, ont cependant subi quelques prises de profit ultérieurement.

Dans le même temps, l'accord pour le plan de relance américain n'avait toujours pas été trouvé. Ceci a entraîné un regain de confiance envers l'Euro (sinon de défiance envers le dollar, qui pâtissait également de l'incertitude liée aux prochaines élections) amenant la parité à près de 1,18 €/\$, du jamais vu depuis mi-2018.

Il n'en reste pas moins que les résultats des entreprises publiés pour le premier semestre étaient en majorité aussi médiocres que prévu, ce qui a entraîné des prises de bénéfices après le rebond notable observé depuis la mi-mars. A de rares exceptions près, les bilans et la génération de liquidités restaient cependant sous contrôle, ce qui a permis aux « spreads corporate » de rester proches des points bas du trimestre.

Les marchés ont continué jusqu'à la fin de l'année à faire le grand écart entre une récession toujours impressionnante, des bénéfices globalement en baisse de l'ordre de 20% sur l'année aux Etats-Unis et de 30% en Europe, et des taux d'intérêt toujours en baisse qui soutiennent la valorisation des actifs.

Dès l'été, les PMI en Chine sont revenus aux niveaux d'avant l'entrée dans l'épidémie, et quasiment en Allemagne, tandis qu'aux Etats-Unis, le chômage a significativement rebaissé.

Par ailleurs, si le nombre de cas de COVID 19 est en nette reprise en Europe depuis l'automne, le nombre de décès est fort heureusement devenu plus faible. Les craintes concernant les élections américaines et la deuxième vague du virus qui entraînait un « re-confinement » au moins partiel dans de nombreux pays ont ravivé l'aversion au risque en octobre.

Mais l'année 2020 s'est terminée sur la lancée positive qui avait connu une accélération en novembre avec l'arrivée sur le marché des trois vaccins contre le COVID 19.

Les marchés ont en effet écarté un bon nombre d'incertitudes au cours des dernières semaines :

- L'élection de Joe Biden a été confirmée dans un délai plus court que prévu ;
- Les annonces successives d'un vaccin efficace par Pfizer-BioNTech, puis Moderna et Astrazeneca ont permis d'envisager un début de vaccination dès la fin de l'année ;
- Les discussions concernant les plans de relance semblaient pouvoir aboutir prochainement par des votes et des mises en œuvre sur toutes les zones géographiques ;
- L'arrivée à échéance des négociations sur le Brexit qui se sont conclues par un accord à la veille de Noël; la disparition de l'incertitude à court terme a obéré pour l'instant l'impact négatif sur la croissance du Royaume-Uni, patent dans la faiblesse persistante de la Livre sterling (-5,5% par rapport à l'Euro sur l'année) ;
- Le discours toujours rassurant des banques centrales sur la poursuite d'une politique accommodante au-delà de la pandémie (au moins jusqu'en 2022) rassure les marchés.

Par ailleurs, les faillites des entreprises ont été inférieures aux prévisions initiales, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, grâce à toutes les mesures prises (au plus bas depuis 30 ans en France). Cela étant, il est possible que cela ne permette que de lisser un phénomène qui pourrait encore s'accroître en 2021 voire 2022. Ceci explique que les taux de défaut sur le « high yield » soient inférieurs aux estimations du consensus autour de 4% en 2020 et que des ratings soient en moyenne plutôt révisés à la hausse par les agences de notation.

Tout ceci a replacé les investisseurs dans un mode "prise de risque" qui a accentué les flux acheteurs déjà entrevus depuis la rentrée de septembre, avec une perspective de reprise économique durable en 2021 et 2022. Les indices actions sont donc remontés de façon spectaculaire, d'autant plus qu'ils étaient en retard, comme le CAC 40 en hausse de 20%, ou le style « value », notamment les valeurs de rendement ou les banques.

Parallèlement, les spreads de rendement des obligations ont continué à baisser (de 50 points de base pour l'ITRAXX Crossover) et les taux des emprunts d'Etat se sont stabilisés sur leur plus bas.

RAPPORT ANNUEL 2020

Les indices actions européens restent pour la plupart négatifs sur l'année (CAC 40 -7,14%, DAX 30 +3,55%, FTSE 100 -14,34%, CAC Small +7,21%, STOXX 50 -8,66%, S&P 500 +16,26, NASDAQ +43,64%) mais les obligations dégagent une performance positive, démontrant pour une fois leur caractère protecteur.

Le point négatif de la situation actuelle est la forte hausse de l'endettement de tous les acteurs, ménages, entreprises et Etats, ceci étant particulièrement notable aux Etats-Unis, d'où la poursuite de la faiblesse du dollar jusqu' à 1,24 contre euro en décembre (baisse de l'ordre de 9% sur l'année). La somme de tous ces endettements rapportée aux PIB respectifs des pays est proche de 300% pour la Chine et les Etats-Unis notamment, supérieure à 250% pour de nombreux pays européens.

Sur un plan sectoriel, tous ces éléments expliquent la surperformance des secteurs technologie, distribution (notamment « on line »), métaux, santé, luxe, bien que les secteurs cycliques, les utilities et les plus petites capitalisations aient entamé un redressement. Celui-ci sera d'autant plus durable que les taux d'intérêt remonteront avec la poursuite de la croissance économique, sous l'effet de campagnes de vaccination efficaces.

L'année 2021 démarre sous de bons auspices, avec une politique monétaire toujours très volontariste, des plans de relance importants et une prime de risque sur les actions qui les rend toujours très attractive dans un contexte de taux d'intérêt relativement faibles.

Le rythme des campagnes de vaccination et la remontée de l'inflation pourront tempérer ce scénario positif, mais nous pensons pour le moment que les phases de consolidation seront des occasions d'achat sur les actifs risqués dans une optique à un ou deux ans.

POLITIQUE DE GESTION

Le 1^{er} semestre, marqué par l'épidémie de covid 19 partie de Chine continentale a provoqué un séisme mondial dans l'économie. Le confinement/déconfinement des économies a généré un arrêt brutal des activités nationales et du commerce mondial. Les pays asiatiques sont les plus avancés dans la reprise de sortie du confinement. Cela se manifeste sur la consommation domestique mais laisse encore des inquiétudes sur la reprise des investissements industriels. La situation à Hong Kong est marquée par la loi imposée par la Chine continentale qui met fin aux libertés politiques. On constate aussi le retour à la cotation à Hong Kong des sociétés internet précédemment inscrites à New York. L'affrontement frontalier entre la Chine et l'Inde illustre les tensions géopolitiques dans la région du fait de l'expansionnisme chinois. La relation Chine/USA, toujours difficile, apparaît cependant modifiée par le contexte électoral aux USA.

Nous avons arbitré Sinopharm pour CSPC Pharma ; Vendu Haier electronics qui risquait de subir la baisse des achats de particuliers. Profitant du rebond très rapide des valeurs internet chinoises, nous avons allégé successivement : Alibaba, JD.com ; Tencent, Livzon Pharma et BYD.

Nous avons acheté TSMC (semi-conducteur à Taiwan) pour s'approcher du poids de ce pays dans l'indice. Enfin Takeda Pharma, au Japon est venu compléter les valeurs pharmaceutiques du portefeuille.

Sur le premier semestre BSO Asie recule de 8,60% contre -7,3% pour son indice MSCI Asie hors Japon au 30 juin 2020. Le FCP ne comporte pas de valeurs financières. Le monétaire et obligataire représentent le cash soit 10,15%. Le FCP compte 47 838 parts) au 30 juin 2020 pour un actif de 3 533 755,99€.

La sortie du confinement en Europe a été marqué, par la reconstitution des stocks utilisés lors de cette période. Pour cette raison, en plus d'une reprise de sa consommation intérieure, la Chine a vu ses exportations progresser et son activité industrielle repartir très fortement.

Deux thématiques ont dopé les marchés actions de Chine et de Hong Kong : les valeurs internet et les valeurs d'automobiles électriques.

Les annonces du plan de relance chinois sur les infrastructures ont favorisé le réveil des valeurs industrielles concernées. Taiwan et la Corée du Sud participaient à cette période enthousiaste avec TSMC (semi-conducteurs) pour Taiwan et Samsung pour la Corée du Sud.

Nous avons suivi l'attitude chinoise vis-à-vis de l'Australie. Cette dernière par punition s'est vu refuser ses exportations de charbon (blé et autres matières premières). Les villes chinoises dépendantes de ces importations de M.P. furent contraintes à des coupures d'électricité toujours en cours.

RAPPORT ANNUEL 2020

Enfin, on ne peut passer sous silence l'annulation 24H avant son introduction en bourse, d'Ant Financial, filiale de paiement d'Alibaba et l'absence depuis lors (deux mois) de son dirigeant fondateur Jack Ma. Dans le même moment, un autre dirigeant d'entreprise était mis à mort sous divers prétextes et les meneurs des partisans de la démocratie à Hong Kong arrêtés.

Au 3^{ème} trimestre, nous avons acheté Baidu et renforcé les positions en Corée du Sud. Nous avons acheté une valeur d'entrepôt : Esr Cayman. Nous avons allégé BYD et JD.com en profitant de la progression de ces deux valeurs.

Au 4^{ème} trimestre nous avons complété Baidu, mais aussi Geely, Sunny Optical et les valeurs de transport (Cosco Shipping) et d'infrastructure (China Railway). Nous avons poursuivi l'allègement sur BYD. Nous sommes sortis de Cnooc en raison des menaces américaines et avons allégé JD. Com et TSMC.

BSO Asie a progressé de 10,95% en 2020 et compte 50 339 parts contre 45 575 à fin 2019, pour une valeur d'actif de 4 515 200 €. En 2020 l'indice MSCI AC Asia ex Japan en euro a progressé de 14,8% selon DBS Londres.

MODIFICATION DE L'ENVIRONNEMENT

L'environnement de gestion du FIA n'a pas été modifié au cours de la période.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Conformément au règlement général de l'AMF, la société de gestion a établi une « Politique de vote ».

Les décisions concernant le FIA sont prises par la société de gestion dans l'intérêt des porteurs de parts. Le FIA étant une copropriété de valeurs mobilières, aucun droit de vote n'est attaché aux parts détenues.

Pour l'année 2020, il n'y a pas eu à relever de situation de conflits d'intérêts lors de l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC que gère la société de gestion.

Le rapport annuel sur l'exercice des droits de vote peut être transmis sur simple demande ou consulté au siège social de la société de gestion à compter du 1^{er} mai 2021.

GESTION DES LIQUIDITES

Au cours de la période, la société de gestion s'est assurée de la cohérence de la stratégie d'investissement du FIA avec sa liquidité en organisant régulièrement des stress-tests sur l'actif et le passif du fonds.

Les résultats de stress-tests sont liés aux conditions de marché passées et ne constituent pas une garantie face aux conditions de marché futures. A ce jour, aucun actif du fonds ne fait l'objet d'un traitement spécial du fait de sa nature non liquide.

Pour évaluer le risque de liquidité de l'actif, la société de gestion utilise en conditions normales et stressées les scénarios suivants :

- Poids de l'actif net liquidable en 1 jour ou moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en 7 jours ou moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en 30 jours ou moins ;
- Poids de l'actif net liquidable en plus de 30 jours.

Au 31 décembre 2020, il a été obtenu les résultats suivants :

LIQUIDITE DE L'ACTIF DU FONDS					
Type de ratio	Identification du ratio	Information	Limite	Contrôle au 31/12/20	
Horizon de liquidité conditions "normales"	Poids de l'AN liquidable en 1 jour ou moins	Modalités d'évaluation mentionnées dans la procédure interne 3.4 relative au contrôle du risque de liquidité	Min 50%	46,6%	KO
	Poids de l'AN liquidable en 7 jours ou moins		Min 80%	98,5%	OK
	Poids de l'AN liquidable en 30 jours ou moins		Min 95%	98,5%	OK
	Poids de l'AN liquidable en plus de 30 jours		Max 5%	1,5%	OK

RAPPORT ANNUEL 2020

Horizon de liquidité conditions "exceptionnelles"	Poids de l'AN liquidable en 1 jour ou moins	Modalités d'évaluation mentionnées dans la procédure interne 3.4 relative au contrôle du risque de liquidité	Min 25%	46,6%	OK
	Poids de l'AN liquidable en 7 jours ou moins		Min 40%	98,5%	OK
	Poids de l'AN liquidable en 30 jours ou moins		Min 50%	98,5%	OK
	Poids de l'AN liquidable en plus de 30 jours		Max 10%	1,5%	OK

Pour évaluer le risque de liquidité du passif, la société de gestion utilise les scénarios de rachats globaux suivants :

- Nombre de jours pour honorer 10% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 25% de rachats ;
- Nombre de jours pour honorer 50% de rachats.

Au 31 décembre 2020, il a été obtenu les résultats suivants :

ESTIMATION DU RISQUE DE LIQUIDITE ET ADOSSEMENT ACTIF/PASSIF					
Type de ratio	Identification du ratio	Information	Limite	Contrôle au 31/12/20	
Hypothèses de Rachats globaux	Nombre de jours pour honorer 10% de rachats	Liquidation des liquidités et des positions 80% des positions les plus liquides aux moins liquides.	Max 2 jours	0,10	OK
	Nombre de jours pour honorer 25% de rachats		Max 3 jours	0,10	OK
	Nombre de jours pour honorer 50% de rachats		Max 5 jours	2,00	OK

RISQUE GLOBAL

Conformément au prospectus du FIA, la méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode du calcul de l'engagement.

AUDIT EXTERNES

Au cours de l'exercice écoulé, les Commissaires aux comptes de la société de gestion et de l'OPC n'ont pas émis de « management letter » faisant état de recommandations à la direction de la société de gestion.

SYSTEMES OPERANTS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu de changement majeur de système opérant.

CONTROLE DES OPERATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, il n'y a pas eu d'incident opérationnel significatif donnant lieu à une indemnisation de l'OPC.

SUIVI DES RECLAMATIONS

Au cours de l'exercice écoulé, la société de gestion n'a reçu aucune réclamation concernant l'OPC.

RAPPORT DE CONFORMITE

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion met en œuvre un dispositif de conformité et de contrôle interne adapté à la taille et à la nature de ses activités et risques afin de garantir le respect des décisions et des procédures de la société de gestion.

Le plan de contrôle annuel intègre les contrôles suivants : contrôle de la documentation réglementaire des OPC, contrôle des ordres, contrôle des enregistrements téléphoniques, contrôle de la procédure de meilleure sélection des intermédiaires, contrôles des règles d'investissement, contrôle de la volatilité, contrôle de la performance, contrôle de la valorisation, contrôle du risque de liquidité à l'actif et au passif, contrôle des prestataires extérieurs (dépositaire, valorisateur, gestionnaire financier le cas échéant), contrôle des extournes, contrôle de l'exercice des droits de vote, contrôle des franchissements de seuil, contrôle des conflits d'intérêts, contrôle relatif à la LCB-FT, contrôle du respect du règlement déontologique par les salariés de la société de gestion, contrôle de la rémunération des salariés et de la gouvernance de la société de gestion.

Au cours de l'exercice écoulé, il n'a été identifié aucune anomalie significative lors des contrôles.

RAPPORT SUR LES RISQUES

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion établit et maintient opérationnelles des procédures de prévention et de gestion des risques.

Au cours de l'exercice écoulé, les modalités d'évaluation et de suivi des risques de l'OPC ont conduit à l'identification d'aucune anomalie significative relative à la valorisation de l'OPC et à son exposition aux risques suivants :

- Risque de marché ;
- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de liquidité.

RAPPORT DES FRAIS D'INTERMEDIATION

Conformément à l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF, lorsque les modalités prévues par ce même article sont remplies, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation pour l'exercice précédent est disponible sur simple demande adressée à la société de gestion.

UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS GERES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU UNE SOCIETE LIEE

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée est présenté en annexes des comptes annuels des OPC.

PROCEDURE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion veille à servir au mieux les intérêts de ses clients tout en favorisant l'intégrité des marchés.

Nos obligations de meilleure exécution sont « analogues » à celles qui s'imposent à nos intermédiaires : il s'agit pour nous de prendre toutes les mesures raisonnables permettant de sélectionner les entités les plus à même de fournir le meilleur résultat possible à nos clients.

Le choix des intermédiaires se fait, à partir d'un dossier d'agrément, selon les critères suivants :

- Compétences techniques : exactitude de l'enregistrement des données, traitement des ordres groupés et des ordres individualisés, réponse des ordres, information sur les opérations sur titres ;
- Qualité de la communication des données : télétransmission, télécopie, etc ;
- Qualité de la recherche et disponibilité pour des réunions délocalisées ;
- Coût minimal pour les petits ordres.

La liste des intermédiaires agréés est établie à l'échelle du groupe BANQUE SAINT OLIVE.

Toute latitude est laissée aux gestionnaires de portefeuille pour choisir les intermédiaires avec lesquels ils souhaitent opérer parmi ceux inscrits sur la liste interne des intermédiaires admis.

Chaque année, les intermédiaires avec lesquels la société de gestion a été en relation font l'objet d'une évaluation. Le contrôle interne de la société de gestion s'assure du respect de cette procédure, notamment par un contrôle des ordres de bourse et du dépouillement des ordres.

POLITIQUE DE GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion prend toutes les mesures raisonnables pour détecter les situations de conflits d'intérêts se posant entre la société et ses clients, entre plusieurs clients, entre les OPC et ses clients.

Pour pouvoir assurer en toute circonstance la primauté des intérêts des clients, la société de gestion a établi une Politique de gestion des conflits d'intérêts qui permet d'assurer :

- L'identification des situations qui donnent ou sont susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts comportant un risque sensible d'atteinte aux intérêts d'un ou de plusieurs clients ;
- La définition des procédures à suivre et des mesures à prendre en vue de gérer ces conflits.

Les procédures mises en place permettent d'assurer un contrôle des éventuels conflits, en nous intéressant plus spécifiquement aux situations suivantes :

- La sélection des intermédiaires financiers ;
- La relation avec les partenaires commerciaux ;
- La séparation des sociétés du groupe BANQUE SAINT OLIVE ;
- La séparation des métiers susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêts ;
- La circulation des informations confidentielles ou privilégiées conformément au Règlement déontologique, aux procédures internes et à la réglementation en vigueur notamment dans le cadre de la prévention des abus de marchés ;
- Les transactions personnelles des collaborateurs de la société de gestion ;
- Les cadeaux et/ou avantages que les collaborateurs de la société de gestion seraient susceptibles de recevoir ;
- Plus généralement, les règles internes d'organisation de la société de gestion.

POLITIQUE D'EVALUATION « ESG »

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion doit mettre à la disposition des souscripteurs des OPC une information sur les modalités de prise en compte dans leur politique d'investissement des critères relatifs au respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (« ESG »).

La société de gestion est convaincue que l'analyse financière des entreprises dans lesquelles elle souhaite investir doit être accompagnée d'une évaluation de critères extra-financiers.

Si les politiques d'investissement de la société de gestion ne prennent pas simultanément et automatiquement en compte les trois critères « ESG », la société de gestion veille à intégrer ces critères dans le cadre d'une évaluation semestrielle des entreprises composant le portefeuille des OPC dont la valorisation est supérieure ou égale à 80 millions d'euros.

POLITIQUE DE REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA SOCIETE DE GESTION

Conformément à la réglementation en vigueur, la société de gestion s'engage à établir des politiques, procédures et pratiques de rémunération permettant de promouvoir une gestion saine et efficace des risques en n'encourageant pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement et les documents constitutifs des OPC qu'elle gère.

La Politique de rémunération est également déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts en prévenant les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients.

La Politique de rémunération s'applique notamment aux mandataires sociaux et dirigeants effectifs et gestionnaires de portefeuilles et gestionnaires d'OPC.

La Politique de rémunération de l'ensemble des personnes identifiées relève du « Comité des rémunérations » du groupe constitué de BANQUE SAINT OLIVE et de ses filiales sociétés de gestion (SAINT OLIVE GESTION et SAINT OLIVE et Cie). A ce titre, le Comité s'assure de la conformité de la Politique de rémunération du personnel au regard de la réglementation en vigueur et tient compte des exigences organisationnelles et opérationnelles générales de la société de gestion, ainsi que de la nature, la portée et la complexité de ses activités.

La part variable est liée aux résultats de chacune des sociétés du groupe concernées, ainsi :

- Aucune rémunération n'est liée à la réalisation d'objectifs de vente, de courtage, de performance, etc.
- Aucune rémunération fixe ou variable n'est prise en charge par les OPC gérés par la société de gestion.

Les rémunérations variables versées au sein de la société de gestion sont déterminées de façon discrétionnaire. Au-delà d'un certain seuil, les rémunérations variables sont soumises à des restrictions : paiement différé sur plusieurs années.

Compte tenu de la taille de l'effectif de la société de gestion, la décomposition par catégorie de personnel n'est pas communiquée pour maintenir la confidentialité des rémunérations individuelles.

Au titre de l'année 2020, les montants de rémunérations attribuées par la société de gestion à son personnel (4 personnes au 31 décembre 2020) se sont élevés à 731 616 euros pour la partie rémunération fixe et 410 334 euros pour la partie rémunération variable.

BSO ASIE

COMPTES ANNUELS 31/12/2020

BILAN ACTIF AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	4 232 870,61	3 553 297,49
Actions et valeurs assimilées	1 816 625,37	1 745 495,38
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	1 816 625,37	1 745 495,38
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	2 416 245,24	1 807 802,11
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	883 655,91	759 633,17
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	112 350,32	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	279 240,00	165 360,80
Autres organismes non européens	1 140 999,01	882 808,14
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	225,50	0,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	225,50	0,00
COMPTES FINANCIERS	288 692,49	136 689,41
Liquidités	288 692,49	136 689,41
TOTAL DE L'ACTIF	4 521 788,60	3 689 986,90

BILAN PASSIF AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	4 446 306,78	3 549 347,39
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	94 961,03	159 877,56
Résultat de l'exercice (a,b)	-26 067,72	-24 701,22
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	4 515 200,09	3 684 523,73
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	6 588,51	5 463,17
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	6 588,51	5 463,17
COMPTES FINANCIERS	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	4 521 788,60	3 689 986,90

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	0,00
Produits sur actions et valeurs assimilées	30 704,27	33 361,18
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	12 285,23	13 291,22
TOTAL (1)	42 989,50	46 652,40
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	892,37	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	892,37	0,00
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	42 097,13	46 652,40
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	66 755,16	72 360,78
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-24 658,03	-25 708,38
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-1 409,69	1 007,16
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-26 067,72	-24 701,22

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais inclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0007000351 - BSO Asie : Taux de frais maximum de 2.00% TTC.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts BSO Asie	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31/12/2020 EN EUR

	31/12/2020	31/12/2019
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	3 684 523,73	3 641 892,15
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	1 185 505,77	385 345,24
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-800 196,61	-593 275,54
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	309 635,29	441 133,24
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-192 187,22	-535 742,42
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Frais de transactions	0,00	0,00
Différences de change	-261 599,25	263 906,47
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	614 176,41	106 972,97
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>651 339,61</i>	<i>37 163,20</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-37 163,20</i>	<i>69 809,77</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-24 658,03	-25 708,38
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	4 515 200,09	3 684 523,73

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 692,49	6,39
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	288 692,49	6,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 HKD		Devise 3 JPY		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	602 659,53	13,35	1 154 511,30	25,57	59 454,54	1,32	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	1 410 289,65	31,23	69 299,11	1,53	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	225,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/12/2020
CRÉANCES		
	Coupons et dividendes en espèces	225,50
TOTAL DES CRÉANCES		225,50
DETTES		
	Frais de gestion fixe	6 588,51
TOTAL DES DETTES		6 588,51
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-6 363,01

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	15 778,00000	1 185 505,77
Parts rachetées durant l'exercice	-11 014,00000	-800 196,61
Solde net des souscriptions/rachats	4 764,00000	385 309,16
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	50 339,00000	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	31/12/2020
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	67 171,03
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,80
Frais de gestion variables	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	415,87

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2020
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/12/2020
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2020
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			110 363,10
	FR0007486139	BSO INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE PARTS I	110 363,10
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			110 363,10

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-26 067,72	-24 701,22
Total	-26 067,72	-24 701,22

	31/12/2020	31/12/2019
Parts BSO Asie		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-26 067,72	-24 701,22
Total	-26 067,72	-24 701,22

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/12/2020	31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	94 961,03	159 877,56
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	94 961,03	159 877,56

	31/12/2020	31/12/2019
Parts BSO Asie		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	94 961,03	159 877,56
Total	94 961,03	159 877,56

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Actif net en EUR	4 087 027,97	4 688 091,20	3 641 892,15	3 684 523,73	4 515 200,09
Nombre de titres	49 527,00000	50 693,00000	48 241,00000	45 575,00000	50 339,00000
Valeur liquidative unitaire	82,52	92,48	75,49	80,84	89,69
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-3,61	1,96	-1,06	3,50	1,88
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,65	-0,89	-0,62	-0,54	-0,51

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
BERMUDES				
CHINA GAS HOLDINGS	HKD	50 000	162 288,05	3,59
COSCO SHIPPING PORTS LTD	HKD	200 000	113 601,64	2,52
TOTAL BERMUDES			275 889,69	6,11
CAIMANES, ILES				
ALIBABA GROUP HOLDING LTD ADR	USD	1 000	190 154,42	4,21
ESR CAYMAN LTD	HKD	18 800	55 076,77	1,22
GEELY AUTOMOBILE HOLDINGS LTD	HKD	27 000	75 400,71	1,67
JDCOM INC	USD	700	50 273,72	1,11
TENCENT HOLDINGS LTD	HKD	2 900	172 362,56	3,82
TOTAL CAIMANES, ILES			543 268,18	12,03
CHINE				
BAIDU.COM SPONS.ADR CL.A	USD	1 000	176 681,10	3,91
BYD COMPANY LTD H	HKD	2 000	42 827,18	0,95
CHINA RAILWAY GROUP LTD H	HKD	200 000	72 081,19	1,59
LIVZ PHAR GROU INC	HKD	15 000	47 500,87	1,06
SINOPHARM H	HKD	30 000	59 625,05	1,32
SINOTRANS LTD SHS H	HKD	325 000	96 582,47	2,14
SUNNY OPTICAL	HKD	3 600	64 379,88	1,42
TRIP.COM GROUP LTD-ADR	USD	3 500	96 458,04	2,14
TOTAL CHINE			656 135,78	14,53
HONG-KONG				
CHINA PHARMACEUTICAL GROUP LTD	HKD	57 600	48 135,06	1,06
TOTAL HONG-KONG			48 135,06	1,06
JAPON				
TAKEDA CHEM INDS JPY50	JPY	2 000	59 454,54	1,32
TOTAL JAPON			59 454,54	1,32
LUXEMBOURG				
SAMSONITE INTERNATIONAL SA	HKD	99 900	144 649,87	3,21
TOTAL LUXEMBOURG			144 649,87	3,21
TAIWAN				
TAIWAN SEMICONDUCTOR SP ADR	USD	1 000	89 092,25	1,97
TOTAL TAIWAN			89 092,25	1,97
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			1 816 625,37	40,23
TOTAL Actions et valeurs assimilées			1 816 625,37	40,23
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
BFT AUREUS IC	EUR	1 800	193 593,22	4,29
BSO INVESTISSEMENT OBLIGATAIRE PARTS I	EUR	310	110 363,10	2,44
LYXOR UCITS ETF MSCI INDIA FCP	EUR	9 780	174 357,84	3,86
TOTAL FRANCE			478 314,16	10,59
LUXEMBOURG				
JKC LA FRANCAISE JKF CHINA EQ I CAP	USD	4 000	338 589,75	7,50
Xtrackers MSCI Korea UCITS ETF 1CC	EUR	800	66 752,00	1,48

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
TOTAL LUXEMBOURG			405 341,75	8,98
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			883 655,91	19,57
Fonds professionnels à vocation générale et équival. d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation cotés				
LUXEMBOURG				
AMUNDI MSCI INDIA UCITS ETF - EUR C	EUR	200	112 350,32	2,49
TOTAL LUXEMBOURG			112 350,32	2,49
TOTAL Fonds professionnels à vocation générale et équival. d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation cotés			112 350,32	2,49
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres UE et organismes de titrisation non cotés				
LUXEMBOURG				
JPMF KOREA EQUITY -C-EUR- CAP	EUR	2 000	279 240,00	6,18
TOTAL LUXEMBOURG			279 240,00	6,18
TOTAL Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres UE et organismes de titrisations non cotés			279 240,00	6,18
Autres organismes non européens				
ETATS-UNIS				
ISHARES MSCI ALL CT SHS ISHARE	USD	1 500	109 825,15	2,43
ISHARES MSCI TAIWAN ETF	USD	8 200	355 630,36	7,88
ISH MSCI IND	USD	6 000	114 813,30	2,55
ISHS MSCI MA ETF	USD	2 800	65 887,74	1,46
ISHS MSCI S KOR CAP	USD	4 650	326 932,35	7,24
TOTAL ETATS-UNIS			973 088,90	21,56
HONG-KONG				
TRACKER FUND OF HONG KONG	HKD	24 000	69 299,11	1,54
TOTAL HONG-KONG			69 299,11	1,54
SINGAPOUR				
ISHARES MSCI INDIA ETF	USD	3 000	98 611,00	2,18
TOTAL SINGAPOUR			98 611,00	2,18
TOTAL Autres organismes non européens			1 140 999,01	25,28
TOTAL Organismes de placement collectif			2 416 245,24	53,52
Créances			225,50	0,00
Dettes			-6 588,51	-0,14
Comptes financiers			288 692,49	6,39
Actif net			4 515 200,09	100,00

Parts BSO Asie	EUR	50 339,00000	89,69
-----------------------	------------	---------------------	--------------